L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS

MARDI MATIN, 7 FEVRIER

Ordre officiel.

Réglements pour les plantations.

Nous publions [illegible] du général Canby daté du 1er février [illegible] les réglements du Secrétaire du Trésor du 29 juillet 1864 sur le travail des nègres affranchis sur les habitations qui se trouvent dans les lignes de l'occupation militaire. Nous reproduisons seulement les articles de ces réglements qui intéressent directement les habitants.

Réglements.

SALAIRE DES AFFRANCHIS.

IV—Toutes les personnes en âge et en état de travailler seront, à leur réception chargées par le surintendant comme suit: les personnes saines, au dessus de 18 et au-dessous de 40 ans, seront classées comme travailleurs no 1, au-dessus de 14 et au-dessous de 18 et au-dessus de 40 et au-dessous de 55 comme no 2, au-dessus de 12 et au-dessous de 55 comme no 3. Les personnes souffrant d'un défaut physique ou d'une infirmité, mais capables de travailler, seront classées comme il le jugera convenable. Le taux minimum des salaires des nègres de la classe no 1 sera de $10 par mois, de la classe no 2 $8, de la classe no 3 $15, les négresses $8, $14 ou $10 ce qui est applicable aux classes 1, 2 et 3. Ces taux n'empêcheront pas les arrimants on autres de faire des contrats pour salaires plus élevés s'ils peuvent le faire.

VI—Les surintendants recevront et enregistreront toutes les demandes pour le travail des affranchis, afin que ceux qui sont reçus dans la colonie obtiennent promptement de l'emploi. Les planteurs et autres, employant les parents, seront requis de prendre les enfants avec eux à moins que les parents ne préfèrent qu'ils restent à la colonie, dans ce cas les surintendants veilleront à ce qu'une partie du salaire soit appliquée à l'entretien de l'enfant dans la colonie.

VII—Les surintendants veilleront à ce qu'il soit fait entre le patron et l'employé un arrangement écrit, par lequel, outre les salaires ci-dessus fixés, le patron s'engagera à fournir gratis, des logements suffisants pour les travailleurs, un appartement séparé pour chaque famille, dans de bonnes conditions de salubrité, une acre de terre pour le jardinage de chaque famille, le combustible, les soins médicaux et les écoles pour les enfants; il s'engagera aussi à payer les travailleurs pour leur temps employé à moins qu'ils ne soient malades ou ne négligent volontairement leur travail, à payer à chaque travailleur tous les mois la moitié de son salaire mensuel, et l'autre moitié à la fin du terme de son engagement, et dans le cas où le travailleur violera son contrat par absence volontaire ou négligence continue au travail, la moitié des gages qui lui seront dus sera confisquée, moitié au profit du patron, moitié au profit du gouvernement pour aider à soutenir les infirmes, tous les salaires dus aux travailleurs, en vertu du contrat, auront pour gages toutes les récoltes produites, et aucune expédition de produits ne sera faite jusqu'à ce que le surintendant certifie que tout ce qui est dû aux travailleurs est payé ou arrangé d'une façon satisfaisante, il ne sera pas exigé plus de dix heures de travail par jour, mais s'il y a du travail de plus longue durée à la requête du patron, il sera payé en sus. Les patrons auront et vendront à leurs employés au prix coûtant sur la plantation, un approvisionnement suffisant de vivres de bonne qualité et de vêtements convenables pour eux et leurs familles.

VIII—Dans le cas où une personne employant des affranchis pour travailler sur une plantation désirera donner une part dans les bénéfices de leur travail au lieu des salaires ci-dessus fixés, et où les travailleurs désireront l'accepter, un arrangement par écrit peut être fait en conséquence, et jeté à l'approbation du surintendant.

Là où il existe des cours civiles à portée des parties qui auront à se plaindre de ces arrangements, elles pourront s'adresser à ces cours, mais s'il n'y en a pas, alors la partie qui aura à se plaindre pourra présenter son affaire au surintendant qui, après avoir entendu les deux parties, décidera entre elles. L'une ou l'autre des parties pourra appeler de cette décision devant l'agent spécial contrôleur, dont la décision sera finale.

Approvisionnement des plantations.

XLIII—Permission pourra être donnée, de transporter aux plantations travaillées par des affranchis, en vertu des réglements y relatifs, des bestiaux, du matériel et des provisions, sans le paiement des droits ci-après prescrits, sur la présentation à l'officier qui délivrera le permis d'un certificat de l'agent spécial contrôleur, ou de l'aide-agent spécial du district dans lequel elles sont situées, conçu ainsi qu'il suit:

Ceci est pour certifier que —— est une personne loyale, résidant dans le comté de —— dans l'Etat de —— en dedans des lignes de l'occupation actuelle par les forces militaires des Etats-Unis, et qu'il exploite la plantation connue sous le nom de —— dans —— le —— et de l'Etat —— le —— et qu'il emploie —— affranchis, conformément aux réglements du secrétaire du Trésor y relatifs, que les articles et provisions nommés dans le mémorandum contresigné par moi et annexé, sont nécessaires pour exploiter la dite plantation et faire vivre les affranchis et leurs familles qui y sont.

Daté à —— ce —— jour de —— 186

—Agent spécial.

Agence ——

Réglements locaux.

Les articles I et II sont relatifs à la location des habitations abandonnées ou confisquées.

III—Toutes les personnes bien disposées cultivant des plantations autres que celles louées par des agents, comme il est prescrit ci-dessus, dans les districts et les lignes, comme il est dit dans l'article I, et qui emploient par contrat leurs anciens esclaves et autres affranchis, comme il est ci-après indiqué, peuvent faire enregistrer leurs plantations par l'agent spécial contrôleur ou l'assistant dans leurs districts respectifs, et pourront recevoir de lui un contrat dans la forme suivante:

Mémorandum d'un contrat fait ce —— jour de —— 1865 entre —— agent spécial du département du Trésor, dûment autorisé à mettre en vigueur les réglements du secrétaire du Trésor concernant les terres abandonnées et confisquées et à veiller à l'emploi et au bien être général des affranchis, et —— de —— de —— dans l'Etat de —— à savoir:

Que le dit, ce jour, fait enregistrer la plantation connue sous le nom de ——, située dans le —— de l'Etat de ——, lequel enregistrement est fait dans le bureau de l'agent spécial —— pour le district de —— et le dit —— s'engage ici à faire fidèlement et loyalement toutes les choses requises de lui par les réglements locaux et les ordres militaires et navals ci-annexés, et qui font partie de cet arrangement.

Et le dit agent spécial —— de la part des Etats-Unis, certifie par le présent que le dit enregistrement a été dûment fait dans son bureau, et que le dit —— a droit à tous les avantages et privilèges indiqués dans les dits cas par les dits réglements, réglements locaux et ordres

IV—Tous les baux et contrats pour exploiter des terres seront soumis à l'approbation du général commandant le district dans lequel la plantation est située.

V—Chaque fermier sera tenu de délivrer à l'agent contrôleur ou à l'aide-agent du district dans lequel la plantation est située à tel endroit du district qu'il désignera, non moins du huitième, et chaque propriétaire de plantation un dixième de tous les produits récoltés sur la dite plantation pour être vendus à l'exception des plantations sucrières où un moins du trentième sera délivré en sus de la canne qui devra être laissée pour plant, au lieu des proportions ci-dessus indiquées, laquelle portion sera promptement récoltée, apprêtée et délivrée en paquets et en état convenable pour le transport, et ce en considération pour le fermage ou l'enregistrement de la dite plantation, et pour la protection et les privilèges conférés par le gouvernement, et ils ne seront soumis au paiement d'aucune autre taxe ou charge sur les récoltes produites, excepté les taxes d'Etat, la taxe du revenu intérieur, et les droits de relations commerciales.

Dans le cas de perte occasionnée par l'incursion d'une force hostile de l'ennemi sur une plantation, le fermier ou le propriétaire de la dite plantation recevra de l'agent spécial contrôleur une compensation qui sera prise sur le produit de la vente de la portion ainsi délivrée à celui-ci, pour un montant qui ne dépassera pas la moitié de la dite portion.

VI—Dans tous les cas où des affranchis infirmes seront soutenus sur une plantation affermée ou enregistrée, le fermier ou propriétaire qui les soutiendra aura droit à une compensation raisonnable, que l'agent spécial contrôleur évaluera justement, et qui sera prise sur le montant de la vente des produits que lui aura délivrés le dit fermier ou propriétaire.

VII—Les fermiers et propriétaires auront de temps en temps la permission de transporter à leurs plantations les provisions nécessaires en quantités qui seront certifiées par l'agent spécial assistant, en vertu de l'article XLIII des réglements, avec l'approbation du général commandant le district dans lequel la plantation est située, ou par tel autre officier qu'il désignera dans ce but.

Si, en aucun temps, une force ennemie se se trouve dans le voisinage de la plantation à laquelle on désire envoyer des provisions, le permis de les transporter sera suspendu jusqu'à ce que cette force hostile ait disparu.

VIII—Les dits fermiers et propriétaires auront la permission de transporter aux postes militaires, près de leurs plantations, qui seront désignés par le commandant général du département dans lequel elles sont situées, telle quantité d'approvisionnements pour la famille et la plantation qu'ils pourront désirer, pour y être emmagasinés et transférés de temps en temps par portion sur leur plantation, comme il est prescrit ci-dessus.

Contrat avec les affranchis.

X—Dans tous les cas où des affranchis sont employés par des fermiers ou propriétaires, il sera rédigé un contrat comme il est prescrit par l'article VII du réglement du 29 juillet 1864 concernant les affranchis, ce contrat sera signé par le dit fermier ou propriétaire et l'affranchi employé, quand cela sera praticable. Si les affranchis ne peuvent signer convenablement le contrat, il sera signé pour eux par l'agent spécial assistant. Le dit contrat sera conçu dans la forme suivante:

Cet accord (en trois parties) est fait et conclu ce —— jour de —— 186 par et entre de —— de l'Etat de —— d'une part, et —— personnes employées comme affranchis et ci-après désignés de la 2me place, d'autre part, savoir:

Que ——, pour le but de cultiver la plantation connue sous le nom de —— dans la dite —— pendant l'année commençant le —— jour de —— 1865 et se terminant le 1er janvier 1866. Les deux parties conviennent mutuellement que les réglements du Secrétaire du Trésor, relatifs à l'emploi et au bien général des affranchis, en date du 29 juillet 1864 et les réglements locaux qui s'y rattachent, et qui sont tous ci-annexés, sont incorporés et font partie de cet arrangement aussi complètement que si de y étaient répétés.

Le dit —— pour les considérations et aux conditions et stipulations ci-après mentionnées, s'engage à payer aux dits travailleurs les taux de salaires mensuels convenus et indiqués en face leurs noms respectifs, la moitié des dits salaires devant être ponctuellement payée chaque mois, en comptant du jour où ce contrat commence, et le surplus devant être payé à la fin de l'année du contrat. Le dit —— s'engage de plus à fournir aux dits travailleurs et à ceux qui en dépendent justement, et cela gratis, des logements bons et suffisants, contenant un appartement séparé pour chaque famille, le combustible et les soins médicaux; à veiller à ce que les lieux ainsi fournis soient tenus en bon état de salubrité; à allouer sur les terres de la dite plantation pour le jardinage de chaque famille un acre de terre, la dite allocation devant comprendre l'usage raisonnable des outils et des animaux, à n'exiger que dix heures de travail par jour, et aucun travail les dimanches, et si quelque travail est fait en sus des dix heures par jour, il sera payé comme travail extra aux conditions qui pourront être convenues entre les parties; à accorder aux dits travailleurs la moitié de chaque samedi pour leur permettre de cultiver les portions de terre qui leur sont accordées, ainsi que le 4 juillet, à coopérer à l'établissement de toute école pour l'éducation des enfants des dits travailleurs, à avoir en main et vendre aux travailleurs, au prix coûtant sur la plantation, un approvisionnement suffisant de vivres sains et de vêtements convenables pour eux et leurs familles; et, enfin, le dit —— s'engage à se conformer sous tous les rapports aux réglements précités et qui font partie du présent accord.

Et en considération du fidèle accomplissement par le dit —— de toutes les obligations assumées par —— et du paiement ponctuel par —— des salaires convenus comme il est dit ci-dessus, les dits travailleurs s'engagent conjointement et chacun pour lui-même avec le dit —— ses héritiers et ayant droit, à bien et fidèlement exécuter le travail stipulé ici pour le susdit terme, en stricte conformité aux susdites conditions et ils s'engagent de plus à observer les réglements ci-dessus précités.

Et il est de plus convenu que dans le cas où le dit —— négligera ou refusera de remplir aucune des obligations prises par —— ou fournira aux travailleurs une nourriture mauvaise ou insuffisante, ou des logements insuffisants ou insalubres, ou se rendra coupable de cruauté envers eux, outre le recours légal laissé à la partie ou aux parties lésées, il rendra ce contrat susceptible d'annulation à l'option du surintendant des affranchis.

Et dans le cas où un travailleur s'absentera volontairement de son travail, négligera ou refusera d'exécuter le travail qui fait l'objet de ce contrat, et que le fait sera prouvé à la satisfaction du surintendant, la moitié des salaires dûs au délinquant, retenu dans les mains du dit —— comme il est dit ci-dessus, sera confisquée, moitié au profit du susdit —— et l'autre moitié au profit des Etats-Unis, pour aider à soutenir les infirmes, et le délinquant pourra être déchargé de son dit emploi.

Et il est de plus mutuellement convenu par le dit —— et les travailleurs ci-après nommés, savoir:

Qu'au lieu de la moitié des gages qui doit leur être payée à la fin de l'année, les dits travailleurs auront droit et consentent à accepter la part des profits nets de l'exploitation de la plantation pendant la susdite période indiquée ci-dessous en face de leurs noms respectifs.

Et il est de plus convenu que les salaires ou part de profits dus aux dits travailleurs, en vertu de cet accord, constitueront un premier privilège sur toutes les récoltes ou parties de récoltes produites sur la dite plantation ou morceau de terre par leur travail. Et aucune expédition de produits ne sera faite jusqu'à ce que le surintendant certifie que tout ce qui est dû aux travailleurs est payé ou arrangé à sa satisfaction.

En foi de quoi, les dites parties ont apposé leurs noms à cet arrangement à ——, Etat de —— le jour et la date susdits.

NOMS	AGE	SEXE	CLASSE	SALAIRES MENSUELS	INT. DANS les profits

Exécuté en présence de

XII—Les fermiers ou propriétaires pourront, sur la demande de leurs employés, leur fournir la pension à un prix mensuel convenu, et déduire ce prix de la somme qui d'après les réglements relatifs aux affranchis doit leur être payée mensuellement.

Chaque patron tiendra un compte par item avec chaque personne qu'il emploiera, et ce compte pourra être en tout temps examiné par l'agent spécial ou le surintendant et à la fin de l'année il certifiera le dit compte sous serment et le présentera au surintendant pour que celui-ci l'examine et l'approuve. S'il est approuvé le montant placé dans le dit compte au débit de chaque employé sera déduit de son salaire, et la balance du salaire lui sera payée.

XIII—Tous les fermiers et propriétaires se conformant aux réglements du secrétaire, série du 29 juillet 1864 et aux réglements locaux et ordres militaires et navals annexés, auront la permission de transporter les produits de leurs plantations à tout port dans un Etat loyal pour les faire vendre ou en disposer. Mais dans aucun cas les dits produits en tout ou en partie ne seront enlevés de la plantation avant que la part due au gouvernement ait été livrée à l'agent convenable, et que celui ci soit convaincu que le paiement en est amplement garanti, et les dits salaires et ce qui sera dû au gouvernement auront un privilège de premier ordre sur la récolte.

XIV—En cas de maladie ou de négligence de travail, le patron peut faire son rapport au surintendant, dans les dix jours qui suivront la fin du mois, et celui-ci, s'il est convaincu de la maladie ou de la négligence, endossera la déduction convenable à faire sur le contrat. Dans le cas où une personne manque à exécuter le travail qu'on a en vue dans le contrat le surintendant, lorsqu'il sera convaincu du fait, la fera envoyer à une colonie de travail et annulera le contrat en ce qui concerne ce travailleur, après paiement par le patron de ce qui lui est légitimement dû. Si un travailleur quitte volontairement, sans le consentement du patron, avant la fin du terme, la balance de son salaire sera confisquée, moitié au profit du gouvernement et moitié au profit du patron.

XV—Quand un fermier ne se conforme pas aux conditions de son bail et de son contrat, ou qu'un propriétaire manque de se conformer aux conditions de son contrat avec l'agent ou avec ses employés, l'agent peut déclarer le bail et les contrats annulés, et, en cas de bail, reprendre possession de la terre, ou il peut décharger les employés de leur contrat, auquel cas le patron sera requis de payer tous les salaires dus, et sera tenu responsable de la moitié des salaires jusqu'à ce qu'un autre emploi puisse être obtenu pour les employés déchargés.

XVI—L'agent spécial contrôleur, ou l'officier qu'il désignera dans ce but, examinera de temps en temps les factures et les comptes des fermiers et propriétaires, et veillera à ce qu'ils se conforment aux réglements.

XVII—Des écoles seront établies dans des localités convenables, et tous les enfants de 6 à 12 ans seront tenus d'y assister.

XVIII—Toutes les personnes vivant ensemble comme mari et femme seront légalement mariés; ils prendront un nom de famille, et les surintendants tiendront des registres de mariages, naissances et décès, sur les rapports qui leur seront faits par les patrons, lesdits registres porteront aussi les noms de tous les patrons, avec les noms des personnes qu'ils emploient et de ceux qui vivent avec eux.

XIX—Toutes les personnes, prenant des baux, soit par enchère, à une adjudication publique soit sans concurrence, seront requis d'exploiter les terres qui leur auront été louées, sous leur propre contrôle, ou sous celui de remplaçants acceptés par l'agent spécial assistant.

WM P. MELLEN.

Agent général du Département du Trésor.

Ordre du général Canby.

Quartier Général,
Division militaire de l'Ouest-Mississippi,
Nouvelle Orléans, 1er février 1865

Ordres généraux No. 13.

Les réglements ci-dessus du département du trésor, concernant les plantations louées et enregistrées et le soin et l'entretien des affranchis dans la vallée du Mississippi, sont publiés pour l'instruction de tous, et les règles suivantes se ront observées conformément à la politique du gouvernement relative à ces intérêts.

1—Les plantations à louer ou à enregistrer sous les articles 1 et 3 de ces réglements, seront limitées à celles qui sont riveraines du Mississippi, de ses tributaires, ou d'autres voies de communication qui se trouvent sous notre contrôle, et à celles qui dans l'intérieur se trouvent dans le périmètre de notre surintendance navale et militaire et de notre contrôle.

2—Les limites de l'occupation militaire, sous les ordres des commandants de départements, seront assez étendues pour comprendre toutes colonies, plantations, fermes ou autres exploitations industrielles qui pourront être affermées, enregistrées ou autrement autorisées, suivant les articles 1 et 3 des dits réglements.

3—Dans l'établissement des colonies ou dans les plantations prises à bail, où des affranchis doivent être employés, on prendra garde qu'elles ne soient pas assez éloignées des postes militaires qui sont ou qui pourront être établis pour exposer les affranchis au danger d'être emmenés et d'être réduits de nouveau à l'esclavage.

4—Les troupes employées dans la protection des plantations seront cantonnées dans de fortes positions pour la protection des districts et non les plantations isolées ou des intérêts individuels. Les points ainsi occupés seront choisis par les commandants de département ou de district, et leur sera fourni les moyens de pourvoir rapidement, à la requête, jusqu'à ce que de contre ordre.

5—Cette partie de la force sera donc employée seulement pour le service, sous garde tout le temps, et les troupes ainsi employées, à l'exception de celles qui auront été levées pour un service spécial, seront regardées comme en campagne et se tiendront toujours prêtes à répondre à l'appel pour un service actif. Toutes les fois qu'il sera nécessaire de retirer les troupes d'une contrée, on aura soin d'amener les troupes dans un lieu de sûreté et de donner aux fermiers telle protection que l'on se pourra afin qu'ils puissent mettre leurs biens à l'abri.

6—Les propriétaires ou les fermiers de plantations ou les parties engagées dans d'autres exploitations industrielles, sous l'autorité des dits réglements, seront requis de construire des redoutes ou telles autres défenses temporaires de nature à garantir leurs travaux, leurs animaux et leurs autres biens contre le danger d'être emportés, ou détruits par les petits détachements de l'ennemi.

7—Les taxes d'hôpitaux, de postes et autres taxes, jusqu'à présent levées par l'autorité militaire sur les produits des plantations louées ou enregistrées, cultivées suivant les clauses des articles 1 et 3, des dits réglements, sont abolies, et il est entendu qu'une moitié des sommes provenant des produits délivrés, sous les clauses de l'article 5, sera remise aux autorités militaires du district, où se trouvent les plantations, à la place des dites taxes.

8—Les affranchis, employés sur les plantations louées ou dans d'autres établissements, dûment autorisés sous l'empire des dits réglements, ne seront pas détournés de leurs engagements à moins qu'ils ne s'enrôlent volontairement ou qu'ils ne soient pris par le tirage, et ils ne seront mis à réquisition pour les travaux que par l'ordre d'un commandant de département, à moins d'une nécessité pressante et immédiate.

9—Les chevaux, mulets et autres animaux, les provisions et tous articles d'approvisionnement, nécessaires pour la culture des plantations louées, pour les colonies de l'intérieur ou autres établissements dûment autorisés, ne seront pas sujets à la saisie ou aux réquisitions à moins de nécessité pressante et immédiate et sous telles conditions qui seront établies par les commandants de département.

10—Les commandants de district agiront de concert avec les agents du trésor en réglant la quantité et le caractère des approvisionnements qui seront permis, et détermineront la manière et la route par lesquelles ils seront envoyés et par lesquelles les produits sortiront. Les approvisionnements et les produits ainsi autorisés ne seront pas sujets à saisie ou à détention, à moins de fraude dans le caractère, la quantité ou la destination.

11—Comme le soin et l'entretien des affranchis sont dévolus au département du trésor, par la loi du 2 juillet 1864, toutes les personnes de cette classe, maintenant sous le contrôle de l'armée excepté celles qui sont au service militaire par enrôlement, contrat ou autrement, et tous les affranchis non employés, qui pourront être trouvés dorénavant, dans le voisinage des postes militaires mais dans les districts insurrectionnels, seront remis à l'agent même du département du Trésor.

Les commandants des départements donneront les ordres nécessaires pour ces transferts, mais ils conviendront auparavant avec les agents spéciaux surintendant des conditions de transfert de manière à ne laisser aucun embarras à l'une ou à l'autre branche de service.

Des instructions convenables seront aussi données pour la disposition de tous fonds publics ou de toute propriété en relation avec ces établissements et pour l'accomplissement de tout contrat ou obligations qui auront pu avoir lieu sous l'autorité militaire. Les officiers ou agents de l'armée, maintenant de service près de ces établissements d'affranchis, seront rappelés et rendus à leur service ordinaire aussitôt qu'ils seront ou pourront être remplacés par les agents nommés par le département du Trésor.

Les commandants de département ou de district établiront tels réglements supplémentaires qu'ils seront jugés indispensables pour réaliser complètement l'objet et remplir les instructions des susdits réglements du département du Trésor et de cet ordre et donneront aux officiers et agents de ce département toutes facilités et moyens dont ils auront besoin pour l'accomplissement de leurs devoirs.

Par ordre du major général E R S Canby

C. T. CHRISTENSEN,

Lieutenant colonel Asst Adj Général

Cet ordre est suivi de deux autres pièces signées l'une par P S Lee, contre amiral commandant, et l'autre par J. S. Palmer, commodore commandant où il est dit que les officiers commandant la division du bas Mississippi coopéreront cordialement et par tous les moyens qui sont à leur disposition, avec les autorités militaires et celles du Trésor, à l'exécution des clauses de l'ordre ci-dessus.

BUREAU DE LA

Compagnie d'Assurance Mutuelle DU SUN,

De la Nouvelle Orléans.

NEUVIÈME ÉTAT ANNUEL

Pour l'année expirée le 31 décembre 1864.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1864		$120,[illegible]
Montant des risques non expirés le 31 décembre 1863		43,805 [illegible]
Total des primes		$1[illegible],428 25
Savoir—Sur les risques d'incendie	$111,568 06	
Sur les risques des mers	16,7[illegible]	
Sur les risques des rivières	2,821 [illegible]	$151,[illegible]
En moins, risques non expirés le 31 décembre 1864	$39,779 [illegible]	
En moins, primes remboursées	1,459 [illegible]	41,159 40
Montant net des primes le 31 décembre 1864		$1[illegible]
Pertes payées dans la même période, savoir: Sur les risques d'incendie	$[illegible] 67	
Sur les risques de mer	27,516 84	
Sur les risques de rivières	3,[illegible] 50	$68,661 25
Ajouter: Réassurances, frais, intérêt et escompte et intérêt au moins, profits et pertes	$15,534 19	
Taxes des Etats Unis, de l'Etat et de la ville	[illegible] 33	
Assessement militaire	12,[illegible] 00	121,250 17
Balance réservée		$ 8,01[illegible]
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Placé en bons de la ville et autres bons		$382,000 00
Placé en actions de banques et de la Compagnie du Gaz		211,206 [illegible]
Prêts garantis par des actions &c		125,500 00
Scrip de compagnies d'Assurance mutuelle		51,9[illegible] 00
Effets pour primes		58,453 34
Primes dues et en voie de perception		38,042 70
Billets n'ayant pas cours		65,844 75
Sommes en banque et en caisse		23,654 49
Total de l'actif		$1,136,545 28

Le tableau qui précède est une copie exacte et fidèle tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président,
JAS. EDWARDS, Secrétaire.

Etat de la Louisiane.

Paroisse d'Orléans—Ville de la N. Orléans

Assermenté et signé pardevant moi, ce 14 janvier 1865, SAMUEL MYERS, deuxième juge de paix dans et pour la paroisse d'Orléans.

L'intérêt de SIX POUR CENT sur les certificats de profit non encore payés, sera payé à partir du 13 février prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JNO. G GAINES, Vice-Président.
JAMES EDWARDS, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

James D. Denègre,	E. J. Hart,
John C Ricks,	H. Renshaw,
J. H. Stauffer,	John G. Gaines,
Sumpter Turner,	H. F. Baldwin,
B. Blacoe,	J. B. Bree,
	Thomas Sloo.

23 janv—30f

Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nouvelle-Orléans.

Septième état annuel de la Compagnie d'Assurance de l'Union, publié ainsi que l'exige la loi et sa charte.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1864—		
Primes sur les risques d'incendie		69,987 55
" " " des rivières		9,270 16
" " " des mers		18,835 56
		98,093 17
En moins, primes remboursées		1,281 93
		96,811 24
Primes non expirées le 30 avril 1863		30,913 00
		127,7[illegible] 24
Pertes payées dans la même période, savoir:		
Pertes par les incendies	23,891 93	
" sur les rivières	3,528 00	
" sur les mers	15,374 88	
Total des pertes	42,794 81	
Ré-assurances	1,849 64	
Dépenses et intérêt sur scrip, escompte et intérêt	37,811 58	
Quinze pour cent remboursé	11,993 30	
En réserve, pour risques non expirées	33,275 71	127,724 2[illegible]
L'actif de la compagnie est comme suit:		
Billets de capital		142,079 76
Prêts garantis par hypothèque		19,988 00
Prêts garantis		90,216 10
Effets pour primes		30,970 00
Scrips d'autres compagnies		210 79
Actions, bons et autres garanties		62,050 [illegible]
Fonds n'ayant pas cours		51,450 [illegible]
En caisse		24,343 [illegible]
Comptes individuels pour primes		22,676 [illegible]
		484,201 84

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

A. CHIAPELLA, Président,

J. M. CRAWFORD, Secrétaire.

Etat de la Louisiane.

Paroisse d'Orléans—Ville de la Nlle-Orléans

Assermenté et signé pardevant moi, ce 14 mai 1864.

ED. MEUNIER, 3e Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de payer SIX pour cent d'intérêt, à partir de ce jour, sur les certificats non payés de scrip.

—DIRECTEURS:—

Jno J Adams	P Durrive
J H Eimer,	O Kohn,
J Goldstein,	Jos Deynoodt,
P Casanave,	A Brousseau,
L F Generes,	J J Fernandez,
B W Ogden,	J A Seignouret,
F Lobit	A Coutin,
	A Chiapella

Notice.

THE partnership heretofore existing under the firm of CHAFFRAIX & GANDY is this day dissolved by mutual consent.

Either partner will sign in liquidation.

JOHN GANDY,
D. A. CHAFFRAIX.

New Orleans, 31st December 1864. jan3 1m

Home Mutual Insurance Company

—OF—

NEW ORLEANS.

Thirteenth Annual Statement.

THE following statement of the affairs of this Company is published in conformity with the requirements of their Charter, viz—

Amount of unterminated Risks of 1863 and premiums [illegible] during 31st December 1864		$167,9[illegible] 36
Premiums on Fire Risks	$[illegible]	
Premiums on River Risks	10,[illegible] 46	
Premiums on Marine Risks	[illegible] 21	167,9[illegible]
Less Premiums on Risks not terminated to 31st December 1864	[illegible] 00	
Less Return Premiums	[illegible] 42	[illegible] 44
Net earned Premiums for year ending 31st December 1864		$[illegible] 41
Losses during the same period: Fire Risks	$[illegible]	
River Risks	[illegible]	
Marine Risks	[illegible]	
Reinsurance to 31st Dec. 1864	[illegible]	
Expenses, &c, less discount and interest, &c	[illegible] 44	
United States, State and City Tax and Licenses	16,519 21	$[illegible]367 36
Balances Reserved		$[illegible]
The Company have the following assets, viz—		
Invested in Bank Stock, City, State and other bonds		$[illegible] 67
Loaned on pledge of Bank Stocks and Bonds		[illegible] 00
Invested in Real Estate—Office 76 Camp st		[illegible]
Bills receivable for Premiums		[illegible]
Due for Premiums in course of Collection		[illegible]
Uncurrent Notes		[illegible]
Cash on hand		[illegible]
Total amount of Assets		$[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the company.

A. BROTHER, President.

JAMES H. WHEELER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January 1865.

ED. MEUNIER

3d Justice of the Peace, Parish of Orleans.

Six per cent interest on outstanding certificates of profits will be paid on and after the 13th February.

The Company continue to insure against the perils of the Sea, Rivers, or loss or damage by Fire, at the current rates of premium. Office No. 76 Camp street.

ALEXANDER BROTHER, President.
A. MOULTON, Vice-President.
JAMES H. WHEELER, Secretary.

TRUSTEES:

C. Pease,	A. Moulton,	J. Vairgrablin, Jr.
J. P. Harrison,	W. C. Tompkins	R. W. Huntington,
Joe. Hoy,	D. B. Moore,	P. H. Foley,
L. C. Jurey,	John Hall,	W. A. Johnson,
M. L. Levy,	L. Fogey,	Jno. T. Moore,
A. H. May,	A. B. James,	John C. Rogers,
J. A. Stevenson,	C. Colvin	Thomas L. Day,
P. Hobart,	T. R. Price,	John M. Hall,
J. F. Isenhour,	Jesse Cole,	A. Fournier,
J. O. Brown,	E. B. Keep,	

janli 3m

N. O. Mutual Insurance Company

OF NEW ORLEANS.

FIFTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 30th September 1863		$[illegible]
Premiums received during the year ending 31st December, 1864		
On Fire Risks	$[illegible]	
On Marine Risks	[illegible]	
On River Risks	[illegible]	21[illegible] 5 31
Total premiums		$[illegible]
Less Premiums unearned 31st Dec. 1864	$[illegible]	
Return Premiums	[illegible]	[illegible]
Net earned premiums		$[illegible]
Losses—On Fire Risks	$[illegible]	
On Marine Risks	[illegible]	
On River Risks	[illegible]	
Internal Revenue, State & City taxes	[illegible]	
Reinsurances	[illegible]	
Fifteen per cent returned	[illegible]	
General Expenses, less interest	[illegible] 14	
Interest on Scrips	[illegible]	[illegible]
Profit		$17,202 44
Net earned premiums		$[illegible],099 50
Less amount of premiums on which 15 per cent was to be returned		57,[illegible]
Amount participating in Profit		$[illegible]
The Company have the following assets		
Bills receivable for Premiums		[illegible]
Notes secured by Mortgage and Pledge		[illegible]
Due for Premiums in course of collection		[illegible] 45
Gas Light Co Stock, Louisiana State, City and other Bonds		[illegible]
Scrip of sundry Mutual Insurance Companies		[illegible]
Real Estate		[illegible]
Cash on hand		[illegible]
		$[illegible]
Less Interest on Scrips 1863, 1864 not called		[illegible]
Interest on Scrips 1863		[illegible]
Claims unsettled		[illegible]
		$[illegible]

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered, that on the [illegible] day of January 1865, before me, the undersigned, and for the parish of Orleans, personally appeared J. TUYES, President, and [illegible], Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, do depose and say that the foregoing statements are just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary

Sworn to and subscribed before me, this 14th day January 1865. JOSEPH CUVILLIER, Not. P.

The Board of Directors have resolved to declare a dividend of thirty per cent. on the net earned premiums of the year ending on the 31st December, 1864 for which certificates will be issued on and after the 1st of April. The interest on the outstanding certificates of profits will be paid to the holders thereof, or their legal representatives, on and after the second Monday of March

P. J. TUYES, President
J. W. HINCKS, Secretary

DIRECTORS:

G. W. Rabeock,	J. M. Chenier,
T. Bailly Blanchard, Jr.,	L. Millaudon
J. M. Lapeyre,	P. A. Noblom
Albin Rochereau,	Jos. Deynoodt,
Chas. Lafitte	Chas. Harispe,
Jas. A. Waite,	J. Tuyes

la13 tmo & tf

Office of the Sun Mutual Insurance Company

OF NEW ORLEANS,

NINTH ANNUAL STATEMENT

For the Year ending December 31, 1864

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1864		$120,623 [illegible]
Amount of unterminated Risks, Dec. 31, 1863		43,8[illegible]
Total Premiums		$[illegible],423 [illegible]
Viz—On Fire Risks	$114,[illegible]8 66	
On Marine Risks	16,[illegible]	
On River Risks	2,921 [illegible]	$1[illegible]
Less Unterminated Risks December 31, 1864	[illegible] 00	
Less Return Premiums	1,[illegible]	41,159 60
Net Earned Premiums December 31, 1864		$12[illegible]
Losses paid during the same period, viz		
On Fire Risks	$35,[illegible] 67	
On Marine Risks	27,518 83	
On River Risks	3,158 60	$6[illegible] 24
Add Reinsurance, Expenses, Interests, &c, less Discount and Interest, and Profit and Loss,	14,[illegible] 13	
United States, State and City Taxes	6,5[illegible] 73	
Military Assessment	12,[illegible] 00	121,2[illegible] 17
Balance Reserved		$[illegible] 48
The Company have the following assets, viz		
Invested in City and other Bonds		$[illegible] 00
Invested in Bank and Gas Stocks		211,2[illegible] 00
Loans on Pledge of Stocks, &c		125,500 00
Scrip of Mutual Insurance Companies		51,9[illegible] 00
Bills receivable for Premiums		58,4[illegible] 34
Premiums Due in course of Collection		38,042 70
Uncurrent Notes		65,8[illegible]
Cash in Bank and on hand		23,654 49
Total assets		$1,1[illegible],545 28

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the company.

THOMAS SLOO, President.
JAS. EDWARDS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this eighteenth day of January, 1865. SAMUEL MYERS,
Second Justice of the Peace in and for Parish of Orleans.

The interest of SIX PER CENT, on the Outstanding Certificates of Profits will be paid on and after the 13th day of February next.

THOMAS SLOO, President.
JNO G. GAINES, Vice-President.
JAMES EDWARDS, Secretary.

—Directors—

Jas. D. Denegre,	E. J. Hart,
Jno. C. Ricks,	H. Renshaw,
J. H. Stauffer,	John G. Gaines,
Sumpter Turner,	H. F. Baldwin,
B. Blacoe,	J. B. Bree,
Thos. Sloo.	

jan25 30d&tf

THE "LOUISIANA MUTUAL INSURANCE COMPANY" have removed from the corner of Camp and Natchez to the corner of Camp and Gravier streets, where Fire, Marine and River Insurance can be effected on the most favorable terms.

TRUSTEES:

Chas. Briggs	O. Fressprich,
A. Carrière,	G. W. Hynson,
G. A. Fosdick,	G. F. Stockmeyer,
Mason Pilcher,	N. M. Benachi,
E. Cramer,	A. F. Noblom,
B. Dupasseur,	G. W. Dunbar,
Chs. Lafitte,	H. J. Vose,
J. Vlosca Jr,	Jas. Jackson,
J. Avet,	F. W. Schonfeld,
R. Brugier,	Arch. Montgomery,
J. B. Maunsell,	B. Marquez,
P. Anderson,	Alf. Dolhonde,
F. A. Lolling,	C. G. Teichert,
A. B. Montgomery,	W. C. Watts,
Wm. Prahn,	G. W. Coates,
Alfred Kearny,	Chs. Welshaar,
A. Frerichs.	

CHARLES BRIGGS—President.
ANTOINE CARRIERE—Vice-President.
J. P. ROUX—Secretary.

jan10 1m

PONTCHARTRAIN RAIL ROAD,

WINTER ARRANGEMENT.

Fare to and from the Lake same day 25 cents. To and from Gentilly Station 15 cents each way.

ON and after MONDAY October 24, 1864, the trains on this road will run as follows:

DEPARTURE OF CARS.

FROM CITY.		FROM LAKE PORT.	
6½ o'clock A. M.	[illegible]	6½ A. M.	steam train.
8½ "		8 "	
9 "		9½ "	
9½ "		11½ "	
2 " P. M.		1 " P. M.	
3 "		3 "	
4 "		5 "	
6½ "		5½ "	horse c[illegible]

Passengers for Gentilly Station must notify the conductor prior to the departure of the train.

sept27 G. PARDELLY, Superintendent.

JUDICIAL SALES.

Numa Lacoste vs. Albert Caillier

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 11,6[illegible].—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at Public Auction, on the premises herein after designated, on MONDAY the [illegible] day of February 1865 at [illegible] A M— A [illegible] and movable effects [illegible] the [illegible] Hotel situate at No [illegible] between St. [illegible] and [illegible] streets, [illegible] District of this city, [illegible] to my office.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot in U. S. Treasury Notes.

ALFRED SHAW,
Sheriff of the Parish of Orleans.

Augusta Gaultière vs. Alida R[illegible]

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. [illegible].—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the [illegible] day of February, 1865 at 12 o'clock M., the following described property, viz:

A PORTION OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, [illegible] situate in the suburb Tréme, in the Second District of this city, designated as [illegible] of square comprised within Dumaine, Miro, St Ann and [illegible] streets forming the corner of Dumaine and Miro streets, measuring thirty-three feet front on Dumaine street by one hundred feet in depth, between parallel lines, and front on Miro street as per plan made by Harris & Whittle, dated April [illegible] and deposited in the office of [illegible] of this city.

The buildings and improvements comprise a [illegible] frame dwelling [illegible] having [illegible] rooms [illegible] cistern, well, privies, &c.

Being the same property [illegible] by the defendant by purchase [illegible] dated January [illegible]

Seized in the above suit.

Terms—cash on the spot in U. S. Treasury notes.

ALFRED SHAW, Sheriff
of the Parish of Orleans.

jan 15 feb [illegible]

Joe. Lalande, Testamentary Executor, vs José Maria Augueras.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. [illegible].—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the twenty [illegible] day of February 1865, at 12 M., the following described property, viz:

TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, together with the buildings and improvements thereon, situated in the First District of this city, in the square bounded by Prytania, Nayades, [illegible] and Clio streets, designated by the Numbers [illegible] and [illegible] on a plan drawn by W. T. Thompson, Surveyor [illegible] and deposited in the office of [illegible] Herman, [illegible] Notary Public [illegible] Said lots [illegible] have [illegible] feet front on Prytania street, by one hundred and twenty feet in depth [illegible]

The buildings and improvements [illegible]

Being the same property [illegible] by purchase [illegible] before [illegible] de Armas, [illegible]

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot in U. S. Treasury notes.

ALFRED SHAW, Sheriff
Parish of Orleans.

jan [illegible]

LEGAL NOTICES.

Succession of Celeste Bertrand

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. [illegible].—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the Testamentary Executor [illegible] should not be homologated and approved and the funds distributed [illegible]

By order of the Court.

A. J. VILLERE,
Deputy Clerk

Jan 7 [illegible]

STATE OF LOUISIANA, SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the [illegible] day of [illegible] judgment was rendered in [illegible] Rosalie [illegible] vs Marcus Levin [illegible] No. [illegible], in the words and figures following: [illegible]

It is ordered, adjudged and decreed that there be judgment in favor of the plaintiff Rosalie [illegible], against the defendant Marcus Levin [illegible], her husband, decreeing a separation of property between the said parties, and [illegible] plaintiff have the [illegible] a separate real estate and [illegible] situated in [illegible] City, Parish of [illegible] Mississippi [illegible] street [illegible]

That said plaintiff recover of the defendant, her husband, the sum of three thousand dollars, with legal interest [illegible]

Judgment signed November [illegible] 1864.

CHS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court, at the city of New Orleans, on this [illegible] day of January, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and sixty five and in the eighty ninth year of the Independence of the United States.

R. G. WILTZ
Deputy Clerk

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 28th day of December [illegible], judgment was entered in this Court in the suit Louise Newton Zelnicker vs Solomon [illegible] Zelnicker, No. 11,420, in the words and figures following, to-wit:

This cause came on to-day for trial, J. Q. A. Fellows for plaintiff, defendant absent and not represented. Where after hearing pleadings and evidence, the case was submitted, and the Court considering that the law and evidence sustain the plaintiff's demand; It is adjudged and decreed that the plaintiff Louise Newton, have judgment against defendant, Solomon Samuel Zelnicker, her husband, decreeing a separation of property between them, and that plaintiff have the separate management and entire administration of her separate and movable property, her rights and [illegible] therein and the enjoyment of the revenues arising therefrom [illegible]

Judgment signed December [illegible] 1864.

CHS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, in the city of New Orleans, on this [illegible] day of January, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and sixty five and in the eighty-ninth year of the Independence of the United States.

R. G. WILTZ
Deputy Clerk

Citizens' Mutual Insurance Company

New Orleans, December [illegible], 1864.

IN conformity with the requirements of their charter, the Company publish the following statement:

Amount of premiums received for the year ending November 30, 1864		$[illegible]
To wit:		
Fire Premiums	$112,[illegible]	
Marine Premiums	[illegible]	
River Premiums	14,[illegible] 44	$1[illegible]
Less Premiums unterminated	$20,719 [illegible]	
Returned Premiums	1,[illegible] 38	[illegible] 38
Earned Premiums		$137,4[illegible] 91
Losses paid, viz:		
On Fire Risks	$[illegible]	
On Marine Risks	[illegible]	
On River Risks	[illegible]	
	$[illegible] 67	
Reinsurance	5,7[illegible]	
Ten per cent. returned	[illegible]	
Taxes and Subscriptions	1[illegible]	
Add expenses, profit and loss, interest, on Scrip, less discount and interest	[illegible]	127,52[illegible] 67
Net which the Company reserves to pay unadjusted losses		9,[illegible] 47
The Company has the following assets		
Bills receivable for premiums		$7,[illegible]
Due for premiums in course of collection		[illegible] 56
Invested in bonds and bank notes		$[illegible]
Invested in Railroad stocks		[illegible]
Loans on pledges of bank stocks, &c		[illegible] 70
Loans on mortgage		[illegible] 00
Scrips of Companies		1,0[illegible] 00
Cash		7,[illegible] 17
Total amount of assets		$[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of said Company.

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

The Board of Trustees have resolved to pay SIX PER CENT. INTEREST on the outstanding certificates of profits on and after the 6th day of February, 1865.

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

TRUSTEES.

J. Lorber,	Jas. A White,
A H D'Aléza,	Ar. Miltenberger,
J. Lemore,	Jno. Gauche,
Dominique Bouligny,	J. A Stouse,
A Bidault,	A Verlois Degruy,
A. Marquez,	T Avendano,
O Gaillard.	dec 30 1md

DENTISTRY.

Dr. B. F. WRIGHT,

GRADUATE of New York College of Dental Surgery after an experience of 13 years in his profession, offers his services to the inhabitants of New Orleans. All operations in the various branches of the profession performed in the most FAITHFUL MANNER. The Electro-Magnetic Machine used in the extraction of teeth. By its use the pain in most cases is COMPARATIVELY NOTHING, the attention being called off in such a manner that the tooth is removed before the patient is hardly aware of it, and yet the sensation produced is NOT PAINFUL.

Office, 156 Canal street, corner of Baronne.

Reference, Hon. MICHAEL HAHN, U. S. Senator.

jan16 1m B. F. WRIGHT, D. D. S.

REMOVAL.

J. A. CASADAVANT.

SURGEON-DENTIST,

HAS transferred his domicil to No. 196 CANAL STREET, between BURGUNDY and RAMPART. He continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

d19—1

LUMBER........LUMBER.

50,000 FEET 1 inch CYPRESS BOARDS

40,000	..	1¼ ..	..
40,000	..	1½ ..	..
25,000	..	2 & 3 inch	PLANKS.
25,000	..		SCANTLINGS
150,000	..	1 inch WHITE PINE boards.	
50,000	..	1¼ ..	..

FLOORING and CEILING.

For sale by L. B. SANAREZ, 354 Chartres street, between Frenchmen and Esplanade streets.

13 2m

WM. S. PIKE. J. M. LAPEYRE. A. BROTHER

PIKE, LAPEYRE & BROTHER

BANKERS,

DEALERS IN FOREIGN & DOMESTIC EXCHANGE,

Bonds, Stocks, Coin, and Uncurrent Notes.

Office on Camp Street,

Between Canal and Common streets, In building known as the "Old City Bank," and recently occupied [illegible]

418 3m

Important Official Information to Planters.

Regulations Concerning Plantation Labor and the Relations of Employés and Employers.

Gen. Canby has promulgated for the information of those concerned the text of the regulations of the Secretary of the Treasury with regard to the employment of freedmen on plantations. We append also this document which does not refer exclusively to the formalities of leasing Government plantations, but which applies to planters and freedmen laborers in general. Annexed thereto will be found the orders of Gen. Canby and Admiral Lee for enforcing them.

AGENTS TO CARRY OUT THESE REGULATIONS.

I. The regulations relative to the employment and general welfare of freedmen will be carried into effect by the same agents, and under the same supervision and care provided under the regulations concerning commercial intercourse.

FREEDMEN'S HOME COLONIES.

II. There shall be established in each special Agency one or more places to be known as "Freedmen's Home Colonies," where all freed persons within the Agency may be received and provided for in pursuance of these regulations.

SUPERINTENDENT OF FREEDMEN AND COLONIES.

III. A Superintendent of Freedmen will be appointed for each one of those colonies, under the general direction of the proper Supervising Special Agent.

CLASSIFICATION OF FREEDMEN AND SPECIFIC WAGES.

IV. All persons of proper age and condition to labor when received at a [illegible] be classified by the Superintendent as follows: Sound persons, over 18 and under 40 years of age, shall be classed as No. 1 hands; over 14 and under 18, and over 40 and under 55, No. 2; over 12 and under 14, and over 55, No. 3. Persons having from any physical defect or infirmity, but able to work, shall be classed as he considers proper. The minimum rate of wages for No. 1 males shall be $[illegible] per month; No. 2, $[illegible]; No. 3, $[illegible]. No. 1, 2 and 3 females, $10, $11, $[illegible]. These rates will not restrict [illegible] and others from contracting for higher wages, if they can do so.

APPLICATIONS FOR LABOR OF FREEDMEN AND CARE OF CHILDREN.

VI. Superintendents will receive and record all applications for the labor of freedmen, that those received may be promptly furnished with employment. Planters and others employing parents will be required to take their children with them, unless the parent prefers to have them remain in the colony. Superintendents will see that provision is made out of the wages of the parents for the support of children remaining in the colony.

WRITTEN AGREEMENTS TO BE MADE BETWEEN EMPLOYERS AND EMPLOYÉS, AND CONDITIONS.

VII. Superintendents shall see that written agreements are made between the employer and the employé, by which, in addition to the wages above fixed, the employer shall agree to furnish, without charge, sufficient quarters for the laborers, a separate tenement for each family, with proper regard to sanitary condition, one acre of ground for garden purposes to each family, fuel, medical attendance, and school for children; also that laborers shall be paid for lost time unless they are sick or voluntarily neglect to work; that one half their monthly wages shall be paid to the laborer during each month, and the other half at the end of the term of employment; that in case the laborer violates his contract by voluntary absence or continued neglect of work, the half wages due to him shall be forfeited, one half to the employer, and one half to the Government, to aid in supporting the helpless; that any wages due to the laborers, under the agreement, shall be a first lien on all crops produced, and that no shipment of products shall be made until the Superintendent shall certify that all dues to laborers are paid or satisfactorily arranged, that no labor in excess of ten hours per day shall be required, but if more shall be performed at the request of the employer, extra payment shall be made therefor; that the employers shall keep on hand at fixed rates their employés at actual cost on the plantation sufficient supply of wholesome food and proper clothing for themselves and their families.

INTEREST IN PROFITS OF LABOR MAY BE GIVEN IN LIEU OF WAGES.

VIII. In case any person employing freedmen to labor on plantations desires to give an interest in the profits of their labor instead of the wages above fixed, and the laborers desire to accept the same, an agreement in writing may be made accordingly, subject to the approval of the proper Superintendent.

Where civil courts are established within reach of parties complaining under these agreements, they may seek redress there; but if no such courts are within reach, then the complaining party may state his case to a Superintendent, who, after hearing both parties, shall decide between them. Either party may appeal to the proper Supervising Special Agent, whose decision shall be final.

PENALTIES FOR ILL-TREATMENT OF FREEDMEN.

XIV. Ill-usage of freedmen by lessees or others employed by them, will be regarded as sufficient ground for the forfeiture of the contract between lessee and laborer, or, if the case be an aggravated one, of the lease of the plantation. Superintendents will promptly and fully investigate complaints of this character, and if they prove to be well founded, they will annul the contract for labor as above.

If, in their opinion, the acts complained of, they will report the case to the proper Supervising Special Agent, who may, if he thinks proper, cancel the lease, subject to appeal to the General Agent.

Extract from Commercial Intercourse Regulations of the Secretary of the Treasury, Series July 29, 1864.

PLANTATION SUPPLIES.

XLIII. Stock, implements and supplies for plantations worked by Freedmen, under the Regulations relating thereto, may be permitted to be transported to such plantations without payment of the fees hereinafter prescribed, upon presentation to the permit officer of a certificate of the Supervising Special Agent, or Assistant Special Agent of the district in which they are located, in the following form:

CERTIFICATE FOR PLANTATION SUPPLIES.

This may certify that —— is a loyal person, residing in the county of ——, in the State of ——, within the lines of actual occupation by the military forces of the United States, and that he is working the plantation known as the —— in the —— of —— and State of —— and that he employs —— Freedmen thereon, under the Regulations of the Secretary of the Treasury relating thereto, that the articles and supplies named in the memorandum thereof, countersigned by me, and hereto attached, are necessary in carrying on said plantation and supporting the Freedmen and their families thereon.

Dated at —— this —— day of —— 186

Special Agent

Agency.

PLANTATIONS TO BE LEASED.

I. Abandoned and confiscable plantations, within the lines of national military occupation, as indicated by the published orders appended hereto, may be leased to loyal persons by the proper Agents of the Treasury Department.

REGISTERED PLANTATIONS.

III. All well disposed persons living upon and cultivating plantations other than those leased by Agents, as above provided, within the districts and lines, as stated in rule I, and who employ and contract with their former slaves or other freedmen, as hereinafter provided, may register their plantations with the Supervising or Assistant Special Agent in their respective districts, and may receive from him a contract in the following form.

Memorandum of an agreement made this —— day of —— 1865, between —— Special Agent of the Treasury Department, duly authorized to carry out Regulations of the Secretary of the Treasury concerning abandoned and confiscable lands and the employment and general welfare of freedmen, and —— of the —— of —— in the State of ——

Witnesseth:

That the said —— has this day registered the plantation known as the —— plantation, situated in the —— of —— in the State of ——, which registration is made in the office of the Special Agent for the district of ——

and the said —— hereby agrees faithfully and fairly to do all things required of him by the Regulations, local rules and military and naval orders hereto appended, the same being made a part of agreement.

And the same —— Special Agent on the part of the United States, hereby certifies that the said registration has been duly made in his office, and that the said —— is entitled to all the benefits and privileges provided in such cases by the said Regulations, local rules and orders.

MILITARY APPROVAL.

IV. All leases and contracts for working lands shall be subject to the approval of the General commanding the District in which the plantation is situated.

PAYMENT OF RENTS.

V. Each lessee shall be required to deliver to the Supervising or Assistant Special Agent of the District in which the plantation is situated, at such place therein as he shall designate, not less than one-eight part, and each owner of a plantation, one-tenth part of all the products raised on such plantation for sale, except that in sugar planting, not less than one-thirtieth shall be delivered in addition to the cane left for seed, instead of the proportion above indicated; which share shall be promptly gathered, prepared and delivered in proper packages and condition for transportation in full consideration, for the leasing or registering of such plantation, and the protection and privileges conferred by the Government; and they shall not be subject to the payment of any other tax or charges upon the crops produced, except State taxes, the internal revenue tax, and commercial intercourse fees.

In cases of loss occasioned by a hostile force of the enemy coming upon any plantation, the lessee or owner thereof shall be compensated by the proper Supervising Special Agent out of the proceeds of the sale of the shares paid to him, to an amount not exceeding one half of the same.

COMPENSATION FOR THE SUPPORT OF HELPLESS PERSONS ON PLANTATIONS.

VI. In all cases where helpless freed persons shall be supported on a leased or registered plantation, the lessee or owner supporting them shall be entitled to such reasonable compensation therefore as the Supervising Special Agent shall consider just and fair, out of the proceeds of the share of products delivered to him by such lessee or owner.

SUPPLIES TO BE PERMITTED.

VII. All such lessees and owners will from time to time be permitted to take to their plantations the necessary and proper supplies therefor in such quantities as may be certified by the proper Assistant Special Agent, under Regulation XLIII, and approved by the General commanding the District in which the plantation is situated, or by such other officer as he shall designate for that purpose.

If at any time any force of the enemy shall be in the vicinity of the plantation to which it is desired to take the supplies, the permit for the [illegible] shall be [illegible] until the force shall have disappeared.

SUPPLIES TO BE STORED FOR STORAGE.

VIII. Lessees and owners aforesaid will be permitted to [illegible] at military posts near their plantations [illegible] designated by the Commanding General of the Department in which [illegible] such amount of family and plantation supplies as they may desire, there to be stored, and from time to time removed to their plantations, as hereinabove provided.

CONTRACTS WITH FREEDMEN.

XI. In all cases where freedmen are employed by lessees or owners, a contract shall be executed as provided for by Regulation VII series July 29th, 1864, between freedmen, signed by such lessee or owner, and the freedmen so employed, when practicable. If the freedmen cannot conveniently execute the contract, it shall be signed on their behalf by the Assistant Special Agent. Such contract shall be in the following form.

This Agreement (in three parts) made and entered into this —— day of —— A. D. 186—, by and between —— of the —— of —— and state of —— of the first part, and the persons hereinafter named as undersigned, Freedmen of the same place, parties hereto of the second part, witnesseth:

That for the purpose of cultivating the plantation known as the —— in the —— of —— during the year commencing on the —— day of —— A. D. 186—, and terminating on the first day of January, A. D. 186—, the said parties do hereby mutually agree that the Regulations of the Secretary of the Treasury, providing for the employment and general welfare of freedmen, series July 29, 1864, and the local rules in pursuance thereof, all of which are hereto annexed, and are hereby incorporated in and made a part of this agreement as fully as if here recited.

The said —— for the considerations and on the conditions and stipulations hereinafter mentioned, agrees to pay to the said laborers the rates of monthly wages agreed upon and as specified opposite their respective names herein, one half of such wages to be punctually paid during each and every month, reckoning from the day when the contract commences as aforesaid, and the remainder to be paid at the termination of the said year. Said —— further agrees to furnish to the said laborers and those rightfully dependent on them, free of charge, good and sufficient quarters, a separate tenement to each family, fuel and medical attendance; to see that the premises thus furnished are kept in a good sanitary condition; to allot from the lands of said plantation for garden purposes, to each family, one acre of ground, such allotment to include a reasonable use of tools and animals; to exact only ten hours work per day, and no labor whatever on Sundays, and if any labor in excess of ten hours per day be performed, the same to be paid as extra labor, upon such terms as may be agreed upon by the parties hereto; to grant to such laborers one half of each Saturday, and every holiday to enable them to cultivate the portions of land allotted to them, also the Fourth day of July; to co-operate in the establishment of any school for the education of the children of said laborers; to have, keep on hand, and sell to the laborers, at actual cost, on the plantation, a sufficient supply of wholesome food and proper clothing for themselves and their families; and finally the said —— agrees to comply in all respects with the rules and regulations above referred to and made part hereof.

And in consideration of the faithful performance by the said —— of all the obligations assumed by —— and of the punctual payment by —— of wages agreed upon as aforesaid, the said laborers do jointly and severally, and each for himself, agree with said —— heirs and assigns, to well and faithfully perform the labor herein stipulated for the term aforesaid, in strict conformity with the conditions aforesaid, and they further agree to observe and comply with the rules and regulations above referred to.

And it is further agreed, that in case the said —— shall neglect or refuse to fulfil any of the obligations assumed by —— or shall furnish said parties of the second part with bad or insufficient food, or insufficient or unhealthy quarters, or shall be guilty of cruelty to them, he shall, besides the legal recourse left to the particular party or parties aggrieved, render this contract liable to annulment at the option of the Superintendent of Freedmen.

And in case any laborer shall voluntarily absent himself from, or shall neglect or refuse to perform the labor herein contracted for, and the fact shall be proved to the satisfaction of the proper Superintendent, the one half of the wages due to such party so offending, retained in the hands of the said —— as aforesaid, shall be forfeited, one half thereof to the said —— and the other half to the United States, to aid in supporting the helpless, and the party so offending may be discharged from said employment.

And it is furthermore mutually agreed by the said —— and the following named laborers, to wit: that in lieu of the half wages to be paid to them at the end of the year, the said laborers shall be entitled and agree to accept the share of the net profits of carrying on the plantation during the period aforesaid, respectively set opposite their names below.

And it is furthermore agreed that any wages or share of profits due the said laborers under this agreement, shall constitute a first lien upon all crops or parts of crops produced on said plantation or tract of land by their labor. And no shipment of products shall be made until the Superintendent shall certify that all dues to laborers are paid or satisfactorily arranged.

In testimony whereof, the said parties have affixed their names to this agreement at —— State of —— on the day and date aforesaid

Names	Age	Sex	Class	Monthly rate of Wages	Interest in Profits

Executed in presence of

COMMUTATION FOR BOARD AND ACCOUNTS TO BE KEPT.

XII. Lessees or owners may, upon the application of any of their employés, furnish them with board at an agreed monthly price, and deduct the same from the sum required by Regulation VII, concerning Freedmen, to be paid monthly.

Every employer shall keep an itemized account with each person employed by him, which shall at all times be subject to the examination of the proper Special Agent or Superintendent, and at the end of the year he shall verify such account by oath, and present it to the proper Superintendent for examination and approval. If approved, the amount charged in such account against the respective employés, shall be deducted from their wages, and the balance of the wages due shall be paid to the employé.

TRANSPORTATION OF PRODUCTS.

XIII. All lessees and owners complying with the regulations of the Secretary, series July 29, 1864, and with these local rules and the annexed military and naval orders, shall be permitted to transport the products of their plantations therefrom to any port in a loyal State for sale or other disposition. But in no case shall such products or any part thereof be removed from the plantation until the share thereof due to the Government has been delivered to the proper Agent, and the Agent is satisfied that the wages of the employés have been paid, or are abundantly secured to be paid, and such wages and Government dues shall be a first lien on the crop.

FORFEITURE OF WAGES FOR NEGLECT TO LABOR.

XIV. In cases of sickness, or neglect to labor, the employer may report it to the proper Superintendent, within ten days after the end of the month, who, upon being satisfied of such sickness or neglect, shall indorse the proper deduction therefore upon the contract. In case a person fails to labor as contemplated by the contract, the proper Superintendent, upon being satisfied of the fact, shall direct him to be sent to a home or labor colony, and cancel the contract, so far as such hands is concerned, upon payment by the employer of the amount properly due to him. Should a hand quit voluntarily, without consent of employer, before the end of the term, the balance of wages to be forfeited one half to the Government and the half to the employer.

PENALTIES AGAINST EMPLOYERS.

XV. Where a lessee fails to comply with the terms of his lease and contract, or an owner fails to comply with the terms of his contract with the Agent or with the employés, the Agent may declare the lease and contracts forfeited, and in case of leases, take possession of the land, or he may release the employés from their contract, in which latter case the employer shall be required to pay all wages due, and shall be held responsible for half wages until other employment for the released employés can be obtained.

EXAMINATION OF ACCOUNTS.

XVI. The Supervising Special Agent, or such officer as shall be designated by him for that purpose, will from time to time examine the invoices and accounts of lessees and owners, and see that the rules and regulations are complied with.

SCHOOLS.

XVII. Schools will be established in convenient localities, and all children between the ages of six and twelve years shall be required to attend them.

FAMILY REGISTER.

XVIII. All persons living together as husband and wife shall be legally married. They shall adopt a family name, and registers of marriages, births, and deaths shall be kept by [illegible] on the reports of employers, which [illegible] shall be returned by them, [illegible] the names of all employers, with those of the [illegible] employed by them, and those living with them.

[illegible]

XIX. All persons taking leases, either by bid [illegible] without competition, will be required to work the lands leased to them [illegible] under their own supervision, or by substitutes [illegible] there accepted by the proper Assistant Special Agent.

W. M. P. MELLEN.

General Agent Treasury Department

[illegible]

Headquarters Military Division of West Mississippi,

New Orleans, La. February 1, 1865.

GENERAL ORDERS No. 13.

The foregoing regulations of the Treasury Department in relation to leased and registered plantations and the care and support of freedmen in the valley of the Mississippi, are published for general information, and the following rules will be observed in carrying out the policy of the Government in relation to these interests:

1. The plantations to be leased or registered under Articles 1 and 3 of these regulations will be limited to those bordering on the Mississippi river, and its tributaries and other communications as are under our control and to such interior localities as may be within the range of military or naval supervision and control.

2. The limits of military occupation under the orders of Department Commanders will be so far extended as to include any colonies, plantations, farms or other industrial operations that may be established, leased, registered, or otherwise authorized in accordance with the provisions of Articles 1 and 3 of the aforesaid regulations.

3. In the establishment of colonies or leasing plantations upon which freedmen are or may be employed, care will be taken that they are not so distant from the military posts that are or may hereafter be established as to expose the freedmen, by reason of their exposure, to the danger of being carried off and again reduced to a state of slavery.

4. The troops to be employed in the protection of plantations will be posted in strong positions for the protection of districts and not of isolated plantations or individual interests. The points so occupied will be selected by Department or District Commanders and will be so fortified and armed as to be able to resist an assault until reinforced.

5. Such protection will be given to these interests as may be consistent with the general operations of the army [illegible], but it will at all times be held subject to the necessity of employing the troops for active service, and the troops so employed with the exception of such as may have been raised for special service will be regarded as in the field and held in the state of preparation required by existing orders. Whenever it may become necessary to withdraw any of the troops so employed, care will be taken to bring the freedmen [illegible] of security within the new lines, and to give to the lessees every facility in removing their property, as may be necessary or practicable.

6. Owners or lessees of plantations, or the parties engaged in other pursuits, under the authority of the aforesaid regulations, will be required to construct, [illegible] or such other temporary defenses as may be necessary to secure their laborers, stock and other property from the danger of being carried off or destroyed by small raiding parties of the enemy.

7. The hospital, post, and other taxes, heretofore levied by military authority upon the produce of leased or registered plantations, cultivated in accordance with the provisions of Articles 1 and 3 of said regulations, are abolished, it being understood that a moiety of the sums received from the products delivered, under the provisions of Article 5, are to be turned over to the military authorities of the district in which the plantations are located, in lieu of the said taxes.

8. Freedmen, employed on leased plantations or other industrial pursuits duly authorized under these regulations, will not be taken from their employment, except by voluntary enlistment or by draft ordered by the Commander of the Division or the Commander of a Department, nor will they be impressed for labor without the authority of a Department Commander, except under some immediate and pressing necessity.

9. The horses, mules and other stock, and the provisions and other supplies, authorized and necessary for the cultivation of leased plantations, home colonies or other duly authorized pursuits, will not be subject to seizure or impressment except in case of immediate necessity and under such rules as may be established by Department Commanders.

10. Commanders of Districts will act in concert with the Treasury Agents in regulating the quantity and character of supplies to be allowed, and will determine the manner and route by which they are to be sent in, and products brought out. Supplies and products so permitted will not be subject to seizure or detention except for manifest fraud in character, quantity or destination.

11. As the care and support of freedmen is devolved upon the Treasury Department, by the law of July 2d, 1864, all persons of that class, now under the control of the army except such as are in the military service by enlistment, contract or hire, and all unemployed freedmen, who may hereafter be found at or in the vicinity of any military posts within the insurrectionary districts, will be turned over to the proper Agent of the Treasury Department. Commanders of Departments will give the necessary orders for these transfers, but will previously arrange with the Supervising Special Agents, the term of transfer, so as to avoid any embarrassment to either branch of the service. Proper directions will also be given for the disposition of any public funds or property connected with these establishments and for the fulfillment of any contract or obligations that have been entered into under military authority. Officers or Agents of the Army, now on duty in connection with establishments of freedmen, will be relieved and returned to their proper duties as soon as they can be replaced by the Agents appointed by the Treasury Department.

12. Department and District Commanders will establish such supplementary regulations as may be necessary to carry out fully the objects and intentions of the aforesaid regulations of the Treasury Department and of this order, and will give to the Officers and Agents of that Department, any facilities and assistance that may be needed in the performance of their duties.

By order of MAJOR GEN. E. R. S. CANBY:

C. T. CHRISTENSEN,
Lieut. Col. Asst. Adjt. Gen.

U. S. Mississippi Squadron, Flag Ship, Black Hawk,
New Orleans, La., Feb. 2, 1865.

GENERAL ORDERS, No —

Division and other commanding officers on the lower Mississippi and its tributaries, will co-operate cordially, to the extent of their means and opportunity, with the military and Treasury authorities, in carrying out the provisions of the foregoing General Order, No. 13, from Headquarters, Military Division of West Mississippi, dated February 1st, 1865.

S. P. LEE,
Rear Admiral Commanding.

Headquarters, West Gulf Blockading Squadron,
New Orleans, Feb. 2, 1865.

GENERAL ORDERS, No. 3.

Division and other commanding officers of this Squadron, will co-operate cordially, to the extent of their means and opportunity, with the military and Treasury authorities, in carrying out the provisions of the foregoing General Order, No. 13, from Headquarters, Military Division of the West Mississippi, dated February 1st, 1865.

J. S. PALMER,
Commodore Commanding.

PREVENTIVE AND Cure of the

DISEASES OF THE CHEST

SPECIFIC TREATMENT BY MEANS OF THE

HYPOPHOSPHITES OF Dr. CHURCHILL.

SYRUP OF HYPOPHOSPHITE Of Sodium	SYRUP OF HYPOPHOSPHITE Of Lime
HYPOPHOSPHITE PILLS Of Manganese	HYPOPHOSPHITE PILLS Of Quinine

These preparations are the [illegible]

No 12, Castiglione, SWANN, Druggist, 12 Castiglione street

[illegible] NOTICE. [illegible] H. H. SWANN [illegible] CASTEL [illegible] JOHN MILHAU & SONS [illegible]

BARBER WANTED.

WANTED immediately, a good BARBER at No. 65 Royal street, between Conti and Bienville sts. feb2